

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 31.928/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense, le 2 juillet 2001, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1996 portant exécution de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical", a donné le 10 septembre 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 31.928/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 2 juli 2001 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1996 tot uitvoering van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht-, en de zeemacht en van de medische dienst", heeft op 10 september 2001 het volgende advies gegeven :

Observation préalable

L'arrêté en projet a pour objectif de rétablir une série de dispositions de l'arrêté royal du 25 avril 1996 portant exécution de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical qui ont été annulées par un arrêt de la section d'administration du Conseil d'Etat ⁽¹⁾ qui a notamment jugé ce qui suit en se référant à la liberté d'association, plus particulièrement, la liberté syndicale consacrée par l'article 11 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales :

"(...) que les avantages ainsi accordés aux organisations dites représentatives sont de nature à porter atteinte à la liberté de choix des membres des forces armées, dès lors que, indépendamment des objectifs qu'elles poursuivent, certaines d'entre elles ont la possibilité de défendre plus efficacement leurs affiliés;"

En ses articles 8, 10 et 14, l'arrêté en projet entend rencontrer les griefs retenus par l'arrêt précité de la section d'administration, comme l'indique le rapport au Roi. Il maintient, toutefois, des différences de traitement entre les organisations syndicales selon qu'elles sont représentatives ou agréées. Ces dispositions se donnent comme fondement légal les articles 14 et 15 de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, qui font par ailleurs l'objet de questions préjudicielles posées à la Cour d'arbitrage par l'arrêt précité ⁽²⁾, ainsi que par

⁽¹⁾ Arrêt n° 91.392 du 6 décembre 2000 en cause l'Association sans but lucratif "Action et Liberté" c/ Etat belge.

⁽²⁾ Arrêt n° 91.392, précité : "Les articles 8, 10 et 14 de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, en ce qu'ils ne visent que les seules organisations représentatives au sens de l'article 5 de cette loi pour ce qui est des comités de concertation de base, du comité du contentieux, de la perception de la prime syndicale, du contrôle des épreuves d'examen et de concours et de réunions durant les heures de service à l'exclusion des organisations syndicales qui sont agréées au sens de l'article 12 de la loi du 11 juillet 1978 ne violent-ils pas les articles 10 et 11 de la Constitution ?".

l'arrêt n°88.117 du 21 juin 2000 ⁽³⁾. La Cour d'arbitrage sera, par conséquent, amenée à se prononcer sur les différences de traitements, dont question ci-avant.

La section de législation n'examinera donc pas la question de la légalité des nouveaux avantages reconnus aux organisations syndicales agréées c'est-à-dire la mise en place d'un délégué syndical permanent (article 10 du projet), l'octroi de 100 jours de congé syndical au lieu de 50 (article 8 du projet), ainsi que la désignation de 40 membres au lieu de 20, chargés des prérogatives syndicales sur le plan local (article 14 du projet). Il en va de même en ce qui concerne les articles 4 à 6, 12, 15 et 19 du projet qui trouvent leur fondement légal dans l'article 14 de la loi précitée. Pour des raisons identiques, l'article 20 du projet, en tant que cette disposition prévoit que les articles 14 et 15 de la loi du 11 juillet 1978 précitée, produisent leurs effets le 1er mai 1996, ne fera l'objet d'aucune observation de la section de législation.

Observations générales

1. Plusieurs dispositions en projet sont identiques à celles qui ont été annulées par la section d'administration du Conseil d'Etat en son arrêt n° 91.392 du 6 décembre 2000.

Ces dispositions avaient déjà été soumises à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat lorsqu'elle fût saisie du projet d'arrêté ⁽⁴⁾ devenu l'arrêté royal du 25 avril 1996, précité.

En conséquence, pour les articles 3, 4, 6, 7, 9, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18 et 19 du projet, il est fait référence aux observations qui avaient été formulées dans ce

⁽³⁾ Arrêt n° 88.117 du 21 juin 2000 en cause Gautier c/ Etat belge : "L'article 15 de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution en tant qu'il confère au Roi des compétences qui sont dévolues au législateur en vertu de l'article 182 de la Constitution sans limiter de manière précise et complète le champ d'application de ces attributions, en telle sorte que les garanties constitutionnelles d'égalité et de non-discrimination entre les membres du personnel militaire ne sont pas assurées ?".

⁽⁴⁾ Il est renvoyé à l'avis 25.008/9, donné le 26 mars 1996.

précédent avis. Les observations particulières formulées ci-après concernent uniquement les nouvelles dispositions en projet.

2. Parmi les dispositions de l'arrêté royal du 25 avril 1996, précité, qui ont été annulées, il y a notamment l'article 3, § 1^{er}, qui concerne la procédure d'agrément des organisations syndicales. Or, l'arrêté en projet ne remplace pas cette disposition.

Il ressort des explications de l'officier délégué que l'article 3, § 1^{er}, précité, n'a pas été jugé comme une disposition prioritaire qui doit être rétablie rapidement. Toutefois, cette disposition est importante pour la cohérence de la réglementation. Il convient, dès lors, de compléter l'arrêté en projet sur ce point.

Observations particulières

Examen du projet

Préambule

1. A l'alinéa 1^{er}, il convient d'écrire :

"..., notamment les articles 2, § 2, 11, § 3, et 12, modifiés par la loi du 21 avril 1994, et les articles 14 et 15;"

2. A l'alinéa 2, il convient d'ajouter les mots suivants :

", modifié par l'arrêté royal du 9 juin 1999, par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 88.214 du 23 juin 2000, par l'arrêté royal du 18 septembre 2000, et par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 91.392 du 6 décembre 2000;"

.../...

3. A l'alinéa 5, il convient de mentionner également le numéro de l'avis du Conseil d'Etat.

Dispositif

Article 1^{er}

Cette disposition du projet est similaire à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 25 avril 1996, précité, tel qu'il était rédigé avant son annulation par l'arrêt n° 91.392.

Toutefois, quelques modifications ont été apportées aux 5° et 12°.

En ce qui concerne le 12° en projet, le Conseil d'Etat constate qu'il est fait référence à l'article 3 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères alors que cet arrêté royal ne s'applique pas, en principe, au personnel militaire.

Il ressort des explications de l'officier délégué que cette référence est justifiée en raison de l'arrêté royal du 30 septembre 1980 relatif à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public, arrêté royal exécutant la loi du 1^{er} septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public, dont l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, a), dispose que cette réglementation est applicable "aux administrations et aux autres services de l'Etat ...". En vertu de l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de cet arrêté royal, la cotisation syndicale est calculée sur la base du montant le plus bas figurant à l'article 3 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères. Cette réponse appelle deux considérations :

D'une part, le 12° en projet s'écarte de la définition du membre cotisant qui est consacrée à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 30 septembre 1980, précité. Dès lors que cet arrêté royal est également applicable aux délégués syndicaux à l'armée, il convient en l'espèce soit de faire une simple référence à l'article 4 précité, soit de l'abroger pour ce qui concerne le personnel militaire afin d'éviter des textes divergents.

.../...

D'autre part, le chapitre III de la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires est consacré à la rétribution garantie aux militaires. En vertu de l'article 7 de cette loi,

"Art. 7. La rétribution annuelle du militaire ayant atteint l'âge de 21 ans n'est, pour des prestations complètes, jamais inférieure :

- à 489.139 francs, si en matière de sécurité sociale, l'intéressé est soumis au régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé;
- à 480.736 francs dans les autres cas."

Or, selon l'article 3 de l'arrêté royal du 29 juin 1973, précité,

"Art. 3. La rétribution annuelle de l'agent ayant atteint l'âge de 21 ans n'est jamais inférieure pour des prestations complètes :

- à 528 580 francs si, en matière de sécurité sociale, l'intéressé est soumis uniquement au régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des soins de santé;
- à 498 381 francs dans les autres cas."

Les montants des rétributions garanties varient donc en fonction des deux textes précités. Si la volonté des auteurs du projet est de faire référence à l'article 3 de l'arrêté royal du 29 juin 1973, précité, il convient alors de transposer d'abord les montants consacrés par cette disposition dans le statut pécuniaire du personnel militaire établi par la loi du 20 mai 1994, précitée.

La disposition en projet doit être repensée en conséquence.

Article 2

Cette disposition du projet est similaire à l'article 2 de l'arrêté royal du 25 avril 1996, précité, tel qu'il était rédigé avant son annulation par l'arrêt n° 91.392, à l'exception toutefois de l'alinéa 1^{er} en projet.

.../...

L'alinéa 1^{er} en projet entend exécuter l'article 2, § 2, 1°, de la loi du 11 juillet 1978, précitée.

En vertu de cette disposition, les avant-projets de loi ainsi que les projets d'arrêté d'exécution ne doivent pas être soumis à la négociation syndicale "dans des cas d'urgence et dans d'autres cas exceptionnels que le Roi détermine".

Selon l'alinéa 1^{er} en projet, ces cas d'urgence sont

"... les cas d'urgence spécialement motivés visés à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat."

En ayant recours à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'auteur du projet laisse une place importante au pouvoir d'appréciation du Ministre, lequel ne pourra faire l'objet que d'un contrôle a posteriori par la section d'administration du Conseil d'Etat, au même titre que l'urgence également alléguée pour se dispenser de la consultation de la section de législation.

Tout comme le Roi a explicité les cas d'urgence justifiant une dispense des procédures de négociation et de concertation mises en place par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ⁽⁵⁾, il est nécessaire, dans un souci de sécurité juridique, qu'il procède également de la sorte en l'espèce.

L'alinéa 1^{er} en projet doit être revu en conséquence.

⁽⁵⁾ Voir à ce propos l'article 5 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Voorafgaande opmerking

Het ontworpen besluit heeft tot doel een aantal bepalingen te herstellen van het koninklijk besluit van 25 april 1996 tot uitvoering van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst die zijn vernietigd bij een arrest van de afdeling administratie van de Raad van State ⁽¹⁾, die in verband met de vrijheid van vereniging, in het bijzonder de vakbondsvrijheid vastgelegd in artikel 11 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, onder meer het volgende heeft geoordeeld :

“(…) dat de voordelen die aldus aan de zogenaamde representatieve organisaties zijn toegekend, de keuzevrijheid van de leden van de krijgsmacht in het gedrang kunnen brengen, aangezien sommige van hen, los van de doeleinden die ze nastreven, de mogelijkheid hebben hun leden doeltreffender te verdedigen;”.

Zoals uit het verslag aan de Koning blijkt, hebben de artikelen 8, 10 en 14 van het ontworpen besluit tot doel tegemoet te komen aan de bezwaren die in het genoemde arrest van de afdeling administratie zijn gemaakt. In het ontworpen besluit blijven evenwel verschillen in behandeling tussen de vakorganisaties bestaan, naargelang ze representatief of erkend zijn. Die bepalingen geven voor te steunen op de artikelen 14 en 15 van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst. Over die twee artikelen zijn aan het Arbitragehof overigens prejudiciële vragen gesteld bij het voornoemde arrest ⁽²⁾, alsook bij arrest nr. 88.117 van 21 juni

⁽¹⁾ Arrest nr. 91.392 van 6 december 2000 in de zaak vzw "Aktie en Vrijheid" tegen de Belgische Staat.

⁽²⁾ Het voormelde arrest nr. 91.392 : "Schenden de artikelen 8, 10 en 14 van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet, voorzover ze alleen gelden voor de representatieve organisaties in de zin van artikel 5 van die wet, waar het gaat om de basisoverlegcomités, het geschillencomité, de inning van de vakbondspremie, het toezicht op de al dan niet vergelijkende examens en de vergaderingen tijdens de diensturen, en niet voor de vakorganisaties die erkend zijn in de zin van artikel 12 van de wet van 11 juli 1978 ?".

2000 ⁽³⁾. Het Arbitragehof zal zich dus moeten uitspreken over de bovengenoemde verschillen in behandeling.

De afdeling wetgeving zal dus niet nagaan of de nieuwe voordelen toegekend aan de erkende vakorganisaties wettig zijn. Die nieuwe voordelen zijn de invoering van een vast vakbondsafgevaardigde (artikel 10 van het ontwerp), de toekenning van honderd dagen vakbondsverlof in plaats van vijftig (artikel 8 van het ontwerp), alsook de aanstelling van veertig leden in plaats van twintig om op lokaal niveau vakbondsbevoegdheden uit te oefenen (artikel 14 van het ontwerp). De afdeling wetgeving zal evenmin de wettigheid nagaan van de artikelen 4 tot 6, 12, 15 en 19 van het ontwerp, die hun rechtsgrond ontleen aan artikel 14 van de voornoemde wet. Om dezelfde redenen zal de afdeling wetgeving ook geen opmerkingen maken over artikel 20 van het ontwerp, voorzover daarin wordt bepaald dat de artikelen 14 en 15 van de genoemde wet van 11 juli 1978 uitwerking hebben met ingang van 1 mei 1996.

Algemene opmerkingen

1. Verscheidene ontworpen bepalingen zijn identiek met bepalingen die de afdeling administratie van de Raad van State in haar arrest nr. 91.392 van 6 december 2000 heeft vernietigd.

Die bepalingen waren reeds om advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State voorgelegd toen deze geadieerd is omtrent het ontwerpbesluit ⁽⁴⁾ dat het genoemde koninklijk besluit van 25 april 1996 is geworden.

⁽³⁾ Arrest nr. 88.117 van 21 juni 2000 in de zaak Gautier tegen de Belgische Staat: "Schendt artikel 15 van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, voorzover de Koning bij dat artikel bevoegdheden krijgt die krachtens artikel 182 van de Grondwet aan de wetgever toekomen, zonder de werkingssfeer van die bevoegdheden nauwkeurig en volledig af te bakenen, zodat de grondwettelijke garanties inzake gelijkheid en non-discriminatie tussen de leden van het militair personeel niet zijn gewaarborgd ?

⁽⁴⁾ Zie advies 25.008/9 van 26 maart 1996.

Voor de artikelen 3, 4, 6, 7, 9, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18 en 19 van het ontwerp wordt dus verwezen naar de opmerkingen gemaakt in dat voorgaande advies. De hierna gemaakte bijzondere opmerkingen hebben alleen betrekking op de nieuwe ontworpen bepalingen.

2. Tot de vernietigde bepalingen van het voormelde koninklijk besluit van 25 april 1996 behoort onder meer artikel 3, § 1, betreffende de procedure tot erkenning van vakorganisaties. In het ontworpen besluit wordt die bepaling echter niet vervangen.

Uit de uitleg van de gemachtigde officier blijkt dat dit artikel 3, § 1, niet wordt beschouwd als een bepaling die met voorrang en snel moet worden hersteld. Die bepaling is echter belangrijk voor de samenhang van de regelgeving. Op dat punt moet het ontworpen besluit dus worden aangevuld.

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. In het eerste lid schrijve men :

"... inzonderheid op de artikelen 2, § 2, 11, § 3, en 12, gewijzigd bij de wet van 21 april 1994, en de artikelen 14 en 15;"

2. Aan het tweede lid behoren de volgende woorden te worden toegevoegd :

", gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 juni 1999, bij arrest nr. 88.214 van 23 juni 2000 van de Raad van State, bij het koninklijk besluit van 18 september 2000 en bij arrest nr. 91.392 van 6 december 2000 van de Raad van State;"

.../...

3. In het vijfde lid moet ook het nummer van het advies van de Raad van State worden vermeld.

Dispositief

Artikel 1

Deze bepaling van het ontwerp vertoont gelijkenis met artikel 1 van het voormelde koninklijk besluit van 25 april 1996, zoals dat was gesteld vóór het bij arrest nr. 91.392 is vernietigd.

In 5° en 12° zijn evenwel enkele wijzigingen aangebracht.

Wat het ontworpen onderdeel 12° betreft, stelt de Raad van State vast dat daarin wordt verwezen naar artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries, terwijl dat koninklijk besluit in principe niet van toepassing is op het militair personeel.

Uit de uitleg van de gemachtigde officier blijkt dat die verwijzing steunt op het koninklijk besluit van 30 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector, dat uitvoering verleent aan de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector, waarvan artikel 1, eerste lid, a), bepaalt dat deze wet van toepassing is op "de Rijksbesturen en andere Rijksdiensten ...". Krachtens artikel 4, § 1, tweede lid, van dat koninklijk besluit wordt de vakbondsbijdrage berekend op basis van het laagste bedrag dat voorkomt in artikel 3 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries. Bij dat antwoord zijn twee opmerkingen te maken :

Enerzijds wijkt het ontworpen onderdeel 12° af van de definitie die in artikel 4, § 1, eerste lid, van het genoemde koninklijk besluit van 30 september 1980 van het begrip "bijdragebetalend lid" wordt gegeven. Aangezien dat koninklijk besluit ook toepasselijk is op de vakbondsafgevaardigden bij het leger, zijn er in casu twee

.../...

mogelijkheden : ofwel moet gewoon naar het genoemde artikel 4 worden verwezen, ofwel moet dat artikel, wat het militair personeel betreft, worden opgeheven om tegenstrijdigheden te voorkomen.

Anderzijds heeft hoofdstuk III van de wet van 20 mei 1994 houdende de geldelijke rechten van de militairen betrekking op de gewaarborgde bezoldiging van militairen. Artikel 7 van die wet bepaalt :

"Art. 7. De jaarbezoldiging van de militair die de leeftijd van 21 jaar bereikt heeft, bedraagt nooit, voor volledige prestaties, minder dan :

- 489.139 frank, indien de betrokkene, wat de sociale zekerheid betreft, onderworpen is aan de regeling inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector geneeskundige verzorging;
- 480.736 frank in de andere gevallen."

Artikel 3 van het genoemde koninklijk besluit van 29 juni 1973 bepaalt evenwel :

"Art. 3. De jaarlijkse bezoldiging van het personeelslid dat 21 jaar oud is, bedraagt nooit, voor volledige prestaties, minder dan :

- 528.580 frank, indien de betrokkene, wat betreft de sociale zekerheid, enkel onderworpen is aan de regeling inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering sector geneeskundige verzorging;
- 498.381 frank in de andere gevallen."

De bedragen van de gewaarborgde bezoldigingen variëren dus naargelang van de twee genoemde artikelen. Als de stellers van het ontwerp naar artikel 3 van het genoemde koninklijk besluit van 29 juni 1973 willen verwijzen, dan moeten de bedragen die bij deze bepaling worden vastgelegd eerst worden overgenomen in de bezoldigingsregeling van het militair personeel die bij de voormelde wet van 20 mei 1994 is ingevoerd.

De ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 2

Deze bepaling van het ontwerp vertoont gelijkenis met artikel 2 van het genoemde koninklijk besluit van 25 april 1996, zoals dat was gesteld vóór het bij arrest nr. 91.392 is vernietigd, met uitzondering evenwel van het ontworpen eerste lid.

Het ontworpen eerste lid heeft tot doel artikel 2, § 2, 1°, van de bovengenoemde wet van 11 juli 1978 uit te voeren.

Krachtens deze bepaling zijn "in spoedgevallen en in andere uitzonderlijke gevallen die de Koning bepaalt" geen onderhandelingen met de vakbonden over voorontwerpen van wet en ontwerpen van uitvoeringsbesluiten vereist.

Volgens het ontworpen eerste lid wordt met die spoedgevallen bedoeld :

"... de gevallen van hoogdringendheid die met bijzondere redenen worden omkleed bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State."

Door te verwijzen naar artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, laat de steller van het ontwerp een ruime beoordelingsvrijheid aan de Minister. Die beoordelingsvrijheid kan alleen a posteriori worden getoetst door de afdeling administratie van de Raad van State, net zoals de dringende noodzakelijkheid die eveneens wordt aangevoerd om geen advies bij de afdeling wetgeving te hoeven inwinnen.

Net zoals de Koning uitdrukkelijk heeft aangegeven in welke spoedgevallen de onderhandelings- en overlegprocedures ingesteld bij de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel ⁽⁵⁾ niet hoeven te worden gevolgd, is het voor de rechtszekerheid noodzakelijk dat Hij die spoedgevallen ook in het onderhavige geval uitdrukkelijk preciseert.

Het ontworpen eerste lid moet dienovereenkomstig worden herzien.

⁽⁵⁾ Zie in dat verband artikel 5 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs P. HANSE,
de Heren J. JAUMOTTE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame D. LANGBEEN,
Mevrouw

greffier en chef,
hoofdgriffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. L. JANS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. L. JANS, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER EN CHEF - DE HOOFDGRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

D. LANGBEEN

M.-L. WILLOT-THOMAS